

## REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

## MINISTERE DE LA REGION WALLONNE

F. 2001 — 1747

[C — 2001/27369]

**23 MAI 2001. — Arrêté du Gouvernement wallon portant exécution de l'article 29 du décret du 6 avril 1995 relatif à l'intégration des personnes handicapées, concernant l'autorisation de prise en charge de personnes handicapées par des personnes physiques ou morales qui ne sont pas agréées par une autorité publique**

Le Gouvernement wallon,

Vu le décret du 6 avril 1995 relatif à l'intégration des personnes handicapées, notamment l'article 29;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 juillet 1996 portant exécution du décret du 6 avril 1995 relatif à l'intégration des personnes handicapées;

Vu l'avis du Comité de gestion de l'Agence wallonne pour l'intégration des personnes handicapées, donné le 28 septembre 2000;

Vu l'avis du Conseil consultatif wallon des personnes handicapées, donné le 25 septembre 2000;

Vu l'avis 31.048/4 du Conseil d'Etat, donné le 26 février 2001;

Sur proposition du Ministre des Affaires sociales et de la Santé;

Après délibération,

Arrête :

CHAPITRE I<sup>er</sup>. — *Dispositions générales*

**Article 1<sup>er</sup>.** Le présent arrêté règle, en vertu de l'article 138 de la Constitution, une matière visée à l'article 128, § 1<sup>er</sup>, de celle-ci.

**Art. 2.** Pour l'application du présent arrêté, on entend par :

1° décret : le décret du 6 avril 1995 relatif à l'intégration des personnes handicapées;

2° arrêté : l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 juillet 1996 portant exécution du décret du 6 avril 1995 relatif à l'intégration des personnes handicapées;

3° Agence : l'Agence wallonne pour l'intégration des personnes handicapées;

4° Ministre : le Ministre ayant la politique des personnes handicapées dans ses attributions;

5° prise en charge : la prise en charge visée par l'article 29 du décret.

La prise en charge peut être éducative, médicale, thérapeutique, psychologique, sociale.

Elle vise à l'intégration scolaire, sociale, culturelle ou professionnelle de la personne handicapée.

Elle peut également viser à préparer la réinsertion en famille ou la mise en autonomie de personnes handicapées dans des logements individuels ou communautaires;

6° personne handicapée : toute personne handicapée, telle que définie à l'article 2 du décret, qui est prise en charge par un gestionnaire;

7° gestionnaire : la personne physique ou morale qui prend en charge des personnes handicapées;

8° directeur : la ou les personnes physiques désignées par le gestionnaire pour assurer la gestion journalière du ou des lieux de prise en charge.

CHAPITRE II. — *De l'autorisation de prise en charge*

*Section 1<sup>re</sup>.* — De l'introduction de la demande d'autorisation de prise en charge

**Art. 3.** § 1<sup>er</sup>. La demande d'autorisation de prise en charge est adressée à l'Agence, sous pli recommandé à la poste, par le gestionnaire.

§ 2. La demande d'autorisation de prise en charge est accompagnée des renseignements et documents suivants :

1° l'identité du demandeur, son adresse, une copie du certificat de bonne vie et moeurs, daté de moins de trois mois, exempt de toute condamnation à une peine criminelle ou correctionnelle incompatible avec l'exercice de la fonction, et, s'il s'agit d'une personne morale, une copie des statuts parus au *Moniteur belge* ainsi que la composition du conseil d'administration;

2° le nombre souhaité de personnes handicapées à prendre en charge;

3° l'adresse du ou des lieux de prise en charge des personnes handicapées;

4° un plan du ou des lieux de prise en charge indiquant les voies de communication internes, la destination des locaux et le nombre total de lits dans les chambres et dans le bâtiment;

5° une attestation délivrée depuis moins d'un an par le service régional d'incendie concernant la conformité du ou des lieux de prise en charge en matière de sécurité incendie, et précisant la capacité maximale de personnes handicapées pouvant être accueillies.

Le service dont l'objet de la prise en charge répond à l'objectif visé à l'article 2, 5°, dernier alinéa, n'est pas tenu de fournir la présente attestation, sauf dans le cas où le ou les logements sont soumis à l'exigence d'une telle attestation ou d'une attestation équivalente par une autre réglementation;

6° l'identité du directeur et des membres du personnel, leur statut, leur qualification, leur fonction et leur durée de temps de travail hebdomadaire, ainsi qu'une copie de leur diplôme.

Le directeur est en outre tenu de joindre une copie de son certificat de bonnes vie et mœurs, daté de moins de trois mois, exempt de toute condamnation à une peine criminelle ou correctionnelle incompatible avec la fonction;

7° un projet précisant le contenu de la prise en charge;

8° une copie de la convention-type de prise en charge devant être conclue entre la personne handicapée et le gestionnaire.

**Art. 4.** Si le dossier est complet, l'Agence adresse au demandeur, sous pli recommandé à la poste, un avis de réception de la demande d'autorisation de prise en charge dans les trente jours de son envoi. Si le dossier n'est pas complet, l'Agence en informe le demandeur dans les mêmes conditions et précise par quelles pièces le dossier doit être complété.

Le dossier est incomplet s'il manque des renseignements ou documents visés à l'article 3, § 2.

#### *Section 2. — De la décision d'autorisation de prise en charge*

**Art. 5.** Le Comité de gestion de l'Agence envoie sa décision au demandeur, par lettre recommandée à la poste, dans un délai de six mois à dater de la réception du dossier complet de la demande d'autorisation de prise en charge.

La décision d'autorisation de prise en charge mentionne :

1° la nature et le type de prise en charge autorisée;

2° le nombre maximum de personnes handicapées pouvant être pris en charge;

3° la localisation des prises en charge des personnes handicapées;

4° la durée de l'autorisation.

**Art. 6.** L'autorisation de prise en charge est accordée pour une période de trois ans maximum. La durée de l'autorisation ne peut être inférieure à trois mois.

### *CHAPITRE III. — Des obligations du gestionnaire et du personnel*

#### *Section 3. — Des obligations en matière de gestion*

**Art. 7.** Le directeur possède une autonomie technique et budgétaire ainsi qu'une gestion administrative de nature à permettre l'exécution par le gestionnaire de sa mission ainsi que le contrôle de celle-ci par l'Agence.

**Art. 8.** § 1<sup>er</sup>. Toute prise en charge est subordonnée à la signature d'une convention de prise en charge par le gestionnaire et la personne handicapée ou son représentant.

La convention indique au moins :

1° l'identité des parties avec mention du domicile, de la nationalité et de la date de naissance de la personne handicapée;

2° les services assurés à la personne handicapée, notamment en matière d'alimentation, d'hygiène, de soins de santé et d'activités d'encadrement;

3° le montant de la participation financière couvrant les frais résultant des services rendus;

4° sa durée;

5° les conditions de résiliation pour chaque partie contractante, notamment la durée du préavis et les circonstances pouvant donner lieu à la réorientation ou au congédiement de la personne handicapée;

6° les risques pris en compte par la police d'assurance couvrant la responsabilité civile du service ou des personnes dont il doit répondre;

7° dans le respect du libre choix du médecin par la personne handicapée ou, le cas échéant, par son représentant légal, l'identité et les coordonnées du médecin habilité à superviser la délivrance des médicaments et les soins donnés à la personne handicapée;

8° les jours et heures d'ouverture du service;

9° les modalités de la protection de la personne handicapée quant à la mise en dépôt des biens, garanties et valeurs confiées au gestionnaire, ainsi que les modalités de leur gestion éventuelle;

10° les modalités de l'accès du lieu de prise en charge à la famille, aux amis, aux ministres des cultes et aux conseillers laïcs dont la présence est demandée par la personne handicapée ou son représentant légal;

11° que le gestionnaire garantit à la personne handicapée le respect de sa vie privée, de ses convictions idéologiques, philosophiques et religieuses, ainsi que des bonnes mœurs et des convenances;

12° que la personne handicapée ou son représentant légal a le droit d'être informé de façon complète sur toutes les questions touchant la prise en charge ainsi que le traitement qui concerne la personne handicapée.

§ 2. La conclusion de la convention ne peut pas être postérieure à la prise en charge effective de la personne handicapée.

Par dérogation à l'alinéa précédent, dans le cas où des circonstances nécessitent une prise en charge urgente, la convention peut être conclue dans les cinq jours ouvrables après la date de la prise en charge effective.

§ 3. Une copie de chaque convention est transmise sans délai à l'Agence.

L'Agence est également informée par écrit et sans délai de toute résiliation d'une convention.

*Section 2. — Des obligations relatives aux locaux et aux installations*

**Art. 9.** § 1<sup>er</sup>. Outre leur accessibilité en fonction du handicap des personnes handicapées, le lieu où la personne handicapée est prise en charge pendant la journée doit répondre aux normes minimales suivantes :

- 1° les locaux sont régulièrement entretenus et toute humidité ou infiltration est combattue;
- 2° toutes les précautions sont prises pour prévenir et combattre l'incendie;
- 3° une aération suffisante est prévue dans les locaux accessibles aux personnes handicapées;
- 4° un éclairage suffisant est assuré en permanence dans les endroits accessibles aux personnes handicapées;
- 5° l'ouverture et la fermeture des fenêtres, ainsi que l'accès aux terrasses, ne présentent aucun danger;
- 6° le mobilier des locaux accessibles aux personnes handicapées est fonctionnel, en bon état et adapté au handicap des personnes handicapées;
- 7° toutes les mesures d'hygiène et de prophylaxie sont prises dans les locaux; l'eau est potable et régulièrement contrôlée;
- 8° une température minimale de 20 degrés centigrades est maintenue dans les locaux accessibles aux personnes handicapées;
- 9° la cuisine dispose d'un équipement suffisant;
- 10° des installations sanitaires séparées, convenables et en nombre suffisant, sont prévues pour les personnes handicapées; elles comprennent au moins une toilette pour dix personnes handicapées;
- 11° des lavabos sont installés près des toilettes et de la salle à manger;
- 12° la confection des repas et leur distribution sont faites selon les règles d'hygiène les plus strictes.

§ 2. Outre le respect des normes minimales prévues au § 1<sup>er</sup>, le lieu où la personne handicapée est prise en charge pendant la nuit doit répondre aux normes minimales suivantes :

- 1° les chambres sont aménagées de façon à permettre une surveillance facile dans le respect strict de la vie privée; à cette fin, la chambre de l'éducateur est située à proximité des chambres des personnes handicapées;
- 2° les locaux disposent d'une baignoire ou d'une douche par douze personnes handicapées, pourvue de dispositifs antidérapants;
- 3° l'espace réservé aux personnes handicapées dans les chambres ne peut être inférieur :
  - a) pour les chambres individuelles, à 8 m<sup>2</sup> par personne handicapée;
  - b) pour les chambres collectives, à 3 m<sup>2</sup> par personne handicapée âgée de moins de 3 ans, à 5 m<sup>2</sup> par personne handicapée âgée de 3 à 5 ans, et à 6 m<sup>2</sup> par personne handicapée plus âgée;
- 4° un éclairage de nuit est installé;
- 5° l'espace entre les lits, en longueur comme en largeur, est de 80 centimètres dans les chambres collectives.

§ 3. Outre le respect des normes minimales prévues aux §§ 1<sup>er</sup> et 2, le service dont l'objet de la prise en charge répond à l'objectif visé à l'article 2, 5°, dernier alinéa, ne peut prendre en charge, dans le cadre d'une mise en autonomie, plus de six personnes handicapées par unité de logement.

**Art. 10.** L'installation d'un système de télésurveillance ou de tout système analogue dans un lieu de prise en charge est soumis à l'autorisation du Comité de gestion de l'Agence. Elle est subordonnée aux conditions suivantes :

- 1° le système doit être le moyen le plus approprié pour garantir aux personnes handicapées concernées la sécurité et la qualité de soins qu'exige leur pathologie;
- 2° l'enregistrement des images est interdit sauf dans un but thérapeutique;
- 3° l'utilisation du système est soumis à l'accord de la personne handicapée ou de son représentant légal, sans que le refus puisse entraîner la résiliation de la convention de prise en charge.

Le Comité de gestion de l'Agence recueille l'avis du Conseil d'avis compétent.

*Section 3 - Des normes d'encadrement et de la qualification du personnel*

**Art. 11.** § 1<sup>er</sup>. Une direction effective est assurée en permanence.

A défaut de la présence du directeur, un membre du personnel désigné à cet effet doit être en mesure, à tout moment, de prendre les dispositions utiles en cas d'urgence et de répondre aux demandes tant extérieures qu'intérieures au lieu de prise en charge.

Un membre du personnel doit, à tout moment, être à même de répondre à l'appel d'une personne handicapée.

§ 2. Pendant les heures d'ouverture du lieu de prise en charge, le directeur dispose en permanence du personnel d'encadrement suffisant.

Le directeur veille à la santé et à la sécurité des personnes handicapées prises en charge et porte une attention particulière aux difficultés que celles-ci pourraient rencontrer du fait de leur handicap. Il veille également à ce que l'entretien et la propreté des locaux soient assurés.

**Art. 12.** § 1<sup>er</sup>. Les normes minimales de qualification du directeur sont fixées comme suit :

- 1° lorsque le nombre de personnes handicapées prises en charge est égal ou supérieur à seize, le directeur est au moins porteur d'un diplôme ou certificat de fin d'études à orientation sociale, pédagogique ou paramédicale du niveau de l'enseignement supérieur de type court de plein exercice ou de promotion sociale;
- 2° lorsque le nombre de personnes handicapées prises en charge est inférieur à seize, le directeur est au moins porteur d'un diplôme ou certificat de fin d'études secondaires supérieures à orientation pédagogique, sociale ou paramédicale.

§ 2. Par dérogation au § 1<sup>er</sup>, le Comité de gestion de l'Agence peut décider de reconnaître la qualité de directeur à la personne que le gestionnaire désigne comme tel et ce, quel que soit le diplôme dont il est détenteur, à condition d'avoir une expérience utile de gestion de trois ans minimum dans un des services suivants :

- 1° un service énuméré à l'article 24, deuxième alinéa, du décret;
- 2° un service en régime d'autorisation de prise en charge de personnes handicapées;

- 3° un service agréé ayant pour objet l'accueil ou l'hébergement d'enfants ou de personnes âgées;
- 4° un établissement de soins.

**Art. 13.** § 1<sup>er</sup>. A l'exception du personnel affecté à des tâches administratives ou de maintenance, le personnel d'encadrement est au moins porteur d'un des titres suivants :

- 1° diplôme ou certificat de fin d'études secondaires supérieures;
- 2° certificat d'étude ou certificat de qualification en puériculture;
- 3° certificat d'étude ou certificat de qualification auxiliaire familial et sanitaire ou auxiliaire polyvalente;
- 4° brevet d'infirmier(ère) hospitalier(ère).

§ 2. Par dérogation au § 1<sup>er</sup>, le Comité de gestion de l'Agence peut décider de reconnaître la qualité de membre du personnel d'encadrement que le gestionnaire désigne comme tel et ce, quel que soit le diplôme dont ce membre est détenteur, à condition d'avoir une expérience utile d'encadrement ou de prestation de soins de trois ans minimum dans un des services suivants :

- 1° un service énuméré à l'article 24, deuxième alinéa, du décret;
- 2° un service en régime d'autorisation de prise en charge de personnes handicapées;
- 3° un service agréé ayant pour objet l'accueil ou l'hébergement d'enfants ou de personnes âgées;
- 4° un établissement de soins.

**Art. 14.** § 1<sup>er</sup>. Les normes minimales des prestations du directeur sont fixées comme suit :

- 1° lorsque le nombre de personnes handicapées prises en charge est inférieur à seize, le directeur preste au moins un quart-temps;
- 2° lorsque le nombre de personnes handicapées prises en charge est égal ou supérieur à seize, le directeur preste au moins un mi-temps par tranche accomplie de quinze personnes handicapées prises en charge.

§ 2. Dans les lieux où des personnes handicapées sont prises en charge soit le jour soit la nuit, les normes minimales des prestations du personnel d'encadrement sont fixées comme suit :

- 1° lorsque le nombre de personnes handicapées prises en charge est inférieur à seize, un membre du personnel d'encadrement preste au moins un quart temps pour la première personne handicapée prise en charge, et au moins un quart temps par tranche accomplie de trois personnes handicapées;
- 2° lorsque le nombre de personnes handicapées prises en charge est égal ou supérieur à seize, le personnel d'encadrement est composé au moins d'une personne prestant à temps plein par tranche accomplie de sept personnes handicapées prises en charge.

§ 3. Dans les lieux où des personnes handicapées sont prises en charge le jour et la nuit, les normes minimales des prestations du personnel d'encadrement sont fixées comme suit :

- 1° lorsque le nombre de personnes handicapées prises en charge est inférieur à seize, un membre du personnel d'encadrement preste au moins un quart-temps par personne handicapée prise en charge;
- 2° lorsque le nombre de personnes handicapées prises en charge est égal ou supérieur à seize, le personnel d'encadrement est composé au moins d'une personne prestant à temps plein par tranche accomplie de quatre personnes handicapées prises en charge.

§ 4. Un emploi à temps plein peut être occupé par plusieurs membres du personnel prestant à temps partiel à condition que chacun d'eux soit porteur du titre requis ou, le cas échéant, justifie de l'expérience utile reconnue en application des dispositions prévues à l'article 13, § 2, et que le total des prestations effectuées par ce personnel à temps partiel soit au moins équivalent au total des prestations fournies par un personnel employé à temps plein.

§ 5. Les §§ 2 à 4 ne sont pas applicables dans les cas de prise en charge visés à l'article 2, 5°, quatrième alinéa.

§ 6. La liste actualisée des membres du personnel est tenue à la disposition de l'Agence.

#### CHAPITRE IV. — *Du renouvellement de l'autorisation de prise en charge*

**Art. 15.** § 1<sup>er</sup>. La demande de renouvellement de l'autorisation de prise en charge est adressée à l'Agence, sous pli recommandé à la poste, par le gestionnaire, au plus tard six mois avant l'expiration de l'autorisation de prise en charge.

Le délai visé à l'alinéa 1<sup>er</sup> est réduit à deux mois si l'autorisation de prise en charge a été accordée pour une durée inférieure ou égale à sept mois.

§ 2. La demande est accompagnée des documents et renseignements visés à l'article 3, § 2.

L'article 4 est applicable à la présente demande.

**Art. 16.** La décision de l'Agence est prise conformément aux articles 5 et 6.

**Art. 17.** Lorsque la demande a été introduite dans les délais prévus à l'article 15, le service de prise en charge peut continuer à fonctionner jusqu'à la décision de l'Agence.

#### CHAPITRE V. — *De la cession de l'autorisation de prise en charge*

**Art. 18.** L'autorisation de prise en charge peut être cédée pour autant que les conditions d'octroi de l'autorisation restent remplies.

**Art. 19.** Toute cession d'autorisation de prise en charge est subordonnée à l'accord préalable de l'Agence.

CHAPITRE VI. — *Du contrôle de l'Agence, de la suspension et du retrait de l'autorisation de prise en charge*

**Art. 20.** Le Comité de gestion de l'Agence assure le respect de la législation, de la réglementation et de l'intérêt général dans le cadre de l'exercice du contrôle des services visés par le présent arrêté.

**Art. 21.** § 1<sup>er</sup>. Le Comité de gestion de l'Agence peut, après audition du gestionnaire, décider la suspension, le retrait total ou partiel de l'autorisation de prise en charge et, si nécessaire, la fermeture du lieu de prise en charge en cas de violation des obligations prévues par les articles 3, 7 à 14, 17, 18, 19 et 21, § 3.

§ 2. La décision visée au § 1<sup>er</sup> est notifiée au gestionnaire par lettre recommandée.

Elle est exécutoire dès notification.

§ 3. La suspension de l'autorisation de prise en charge implique l'interdiction de prendre en charge de nouvelles personnes handicapées.

**Art. 22.** L'Agence est chargée de l'exécution des décisions de refus, de suspension et de retrait total ou partiel de l'autorisation de prise en charge.

Elle communique au bourgmestre compétent ses décisions de refus, de suspension, de retrait total ou partiel de l'autorisation de prise en charge et de fermeture du lieu de prise en charge.

Le bourgmestre est chargé de l'exécution de la décision de fermeture du lieu de prise en charge.

L'Agence peut procéder à l'évacuation des personnes handicapées et requérir la collaboration de tout service pour assurer la prise en charge urgente des personnes handicapées.

CHAPITRE VII. — *Des recours*

**Art. 23.** § 1<sup>er</sup>. Un recours contre les décisions visées aux articles 5, 16 et 21, § 1<sup>er</sup> peut être introduit auprès du Ministre par le gestionnaire.

Le recours est envoyé, dans les trente jours de la notification de la décision, par lettre recommandée à la poste.

Une copie du recours est immédiatement transmise à l'Agence par le Ministre.

§ 2. Le requérant ou son conseil est entendu par le Ministre ou son délégué. L'Agence peut également, à sa demande, être entendue.

§ 3. Le recours n'est pas suspensif.

**Art. 24.** Le Ministre envoie sa décision au requérant, par lettre recommandée à la poste, dans un délai de trois mois à dater de la réception du recours.

CHAPITRE VIII. — *Des plaintes*

**Art. 25.** Toute personne peut déposer une plainte relative à l'inobservation d'une disposition du présent arrêté.

La plainte est adressée auprès de l'Agence, qui en accuse réception dans les dix jours.

L'Agence en informe sans délai le gestionnaire.

**Art. 26.** L'Agence procède à l'instruction de la plainte visée à l'article 25 dans un délai maximum de six mois à dater de sa réception; elle effectue une visite de contrôle du service.

L'Agence informe le plaignant et le gestionnaire de la suite réservée à la plainte.

CHAPITRE IX. — *Dispositions transitoires, abrogatoires et finales*

**Art. 27.** Les autorisations de prise en charge délivrées en application de l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 juillet 1996 portant exécution du décret du 6 avril 1995 relatif à l'intégration des personnes handicapées restent valables jusqu'à leur terme aux conditions prévues par cet arrêté.

**Art. 28.** Le chapitre VIII et l'article 70 de l'arrêté sont abrogés.

**Art. 29.** Le présent arrêté entre en vigueur dans les dix jours suivant sa publication au *Moniteur belge*.

**Art. 30.** Le Ministre des Affaires sociales est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 23 mai 2001.

Le Ministre-Président,

J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Le Ministre des Affaires sociales et de la Santé,

Th. DETIENNE

—  
VERTALING

MINISTERIE VAN HET WAALSE GEWEST

N. 2001 — 1747

[C — 2001/27369]

**23 MEI 2001. — Besluit van de Waalse Regering tot uitvoering van artikel 29 van het decreet van 6 april 1995 betreffende de integratie van gehandicapte personen, waarbij gehandicapte personen ten laste mogen worden genomen door natuurlijke of rechtspersonen die niet erkend zijn door een overheid**

De Waalse Regering,

Gelet op het decreet van 6 april 1995 betreffende de integratie van gehandicapte personen, inzonderheid op artikel 29;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 4 juli 1996 tot uitvoering van het decreet van 6 april 1995 betreffende de integratie van gehandicapte personen;

Gelet op het advies van het beheerscomité van het « Agence wallonne pour l'intégration des personnes handicapées » (Waal's Agentschap voor de integratie van gehandicapte personen), gegeven op 28 september 2000:



Gelet op het advies van de "Comité consultatif wallon des personnes handicapées" (Waalse adviesraad voor gehandicapte personen), gegeven op 25 september 2000;

Gelet op het advies 31.048/4 van de Raad van State, gegeven op 26 februari 2001;

Op de voordracht van de Minister van Sociale Aangelegenheden en Gezondheid;

Na beraadslaging,

Besluit :

#### HOOFDSTUK I. — *Algemene bepalingen*

**Artikel 1.** Dit besluit regelt, overeenkomstig artikel 138 van de Grondwet, een materie bedoeld in artikel 128, § 1, van de Grondwet.

**Art. 2.** Voor de toepassing van dit besluit wordt verstaan onder :

1° decreet : het decreet van 6 april 1995 betreffende de integratie van gehandicapte personen;

2° besluit : het besluit van de Waalse Regering van 4 juli 1996 tot uitvoering van het decreet van 6 april 1995 betreffende de integratie van gehandicapte personen;

3° Agentschap : het « Agence wallonne pour l'intégration des personnes handicapées »;

4° Minister : de Minister tot wiens bevoegdheden het beleid van de gehandicapte personen behoort;

5° tenlasteneming : tenlasteneming bedoeld in artikel 29 van het decreet. Ze kan educatief, medisch, therapeutisch, psychologisch of sociaal zijn. Ze beoogt de integratie van de gehandicapte personen op school, in de maatschappij, op cultureel vlak of in het arbeidsproces.

Ze kan tevens een wederopname in het gezin als doel hebben, of een autonoom leven van de gehandicapte persoon in individuele of gemeenschappelijke woningen;

6° gehandicapte persoon : elke gehandicapte persoon zoals bedoeld in artikel 2 van het decreet, die door een beheerder ten laste wordt genomen;

7° beheerder : natuurlijke of rechtspersoon die gehandicapte personen ten laste neemt;

8° directeur : natuurlijke persoon (personen) die door de beheerder wordt (worden) aangewezen om het dagelijkse beheer van de plaats(en) van tenlasteneming waar te nemen.

#### HOOFDSTUK II. — *Machtiging tot tenlasteneming*

##### *Afdeling 1. — Indiening van de aanvraag om machtiging tot tenlasteneming*

**Art. 3.** § 1. De beheerder richt zijn aanvraag om machtiging tot tenlasteneming bij ter post aangetekend schrijven aan het Agentschap.

§ 2. De aanvraag om machtiging tot tenlasteneming gaat vergezeld van de volgende gegevens en documenten :

1° de identiteit van de aanvrager, zijn adres, een afschrift van het bewijs van goed zedelijk gedrag, gedateerd van minder dan 3 maanden geleden en vrij van elke veroordeling tot een criminele of correctionele straf die onverenigbaar is met de uitoefening van het ambt en, als het gaat om een rechtspersoon, een afschrift van de in het *Belgisch Staatsblad* bekendgemaakte statuten alsmede de samenstelling van de raad van bestuur;

2° het gewenste aantal op te vangen gehandicapte personen;

3° het adres van de plaats(en) van tenlasteneming;

4° een plan van de plaats(en) van tenlasteneming, met de interne verbindingswegen, de bestemming van de lokalen en het totaal aantal bedden in de kamers en in het gebouw;

5° een attest van de regionale brandweerdienst, minder dan een jaar geleden afgegeven, waarbij bevestigd wordt dat de plaats(en) van tenlasteneming aan de brandveiligheidsnormen voldoet (voldoen) en waarin het maximumaantal gehandicapte personen wordt vermeld.

De opvangdienst, waarvan het doel strookt met de doelstelling bedoeld in artikel 2, 5°, laatste lid, moet dit attest niet overleggen, behalve als een andere regelgeving een dergelijk of gelijkwaardig attest oplegt;

6° de identiteit van de directeur en van de personeelsleden, hun statuut, kwalificatie, functie en wekelijkse arbeidsduur, alsmede een afschrift van hun diploma. De directeur moet bovendien een afschrift bijvoegen van zijn bewijs van goed zedelijk gedrag, gedateerd van minder dan drie maanden geleden en vrij van elke veroordeling tot een criminele of correctionele straf;

7° een ontwerp met de inhoud van de tenlasteneming;

8° een afschrift van de modelovereenkomst voor de tenlasteneming, te sluiten tussen de gehandicapte persoon en de beheerder.

**Art. 4.** Als het dossier volledig is, richt het Agentschap bij ter post aangetekend schrijven een ontvangstbewijs van de aanvraag om machtiging tot tenlasteneming aan de aanvrager binnen dertig dagen na de verzending ervan. Als het dossier onvolledig is, verwittigt het Agentschap de aanvrager op dezelfde wijze en wijst het op de stukken die ontbreken.

Het dossier is onvolledig als gegevens of documenten bedoeld in artikel 3, § 2, ontbreken.

##### *Afdeling 2. — Beslissing waarbij de machtiging tot tenlasteneming wordt verleend*

**Art. 5.** Het beheerscomité van het Agentschap bezorgt de aanvrager zijn beslissing bij ter post aangetekend schrijven binnen zes maanden na ontvangst van het volledige dossier van de aanvraag om machtiging tot tenlasteneming.

De beslissing waarbij de machtiging tot tenlasteneming wordt verleend, vermeldt :

1° de aard en het soort toegelaten tenlasteneming;

2° het maximumaantal gehandicapte personen dat ten laste mag worden genomen;

3° de plaats van de tenlasteneming;

4° de duur van de machtiging.

**Art. 6.** De machtiging tot tenlasteneming wordt verleend voor maximum drie jaar. De machtiging moet minstens drie maanden lopen.

### HOOFDSTUK III. — *Verplichtingen van de beheerder en van het personeel*

#### *Afdeling 3. — Verplichtingen inzake het beheer*

**Art. 7.** De directeur heeft een technische en budgettaire autonomie. In het kader van het administratieve beheer wordt zijn opdracht uitgevoerd door de beheerder en de controle daarop door het Agentschap waargenomen.

**Art. 8.** § 1. Voor elke tenlasteneming wordt een overeenkomst ondertekend door de beheerder en de gehandicapte persoon of diens vertegenwoordiger.

De overeenkomst vermeldt op zijn minst :

1° de identiteit van de partijen, alsmede de woonplaats, nationaliteit en geboortedatum van de gehandicapte persoon;

2° de diensten verstrekt aan de gehandicapte persoon, met name inzake voeding, hygiëne, gezondheidszorgen en begeleidingsactiviteiten;

3° het bedrag van de financiële bijdrage die de kosten van de verstrekte diensten dekt;

4° de duur ervan;

5° de opzegvoorwaarden voor elke partij, met name de duur van de opzegtermijn en de omstandigheden die aanleiding kunnen geven tot de heroriëntering of tot het verlenen van een verlof aan de gehandicapte persoon;

6° de risico's vermeld in de verzekeringspolis die de civielrechtelijke aansprakelijkheid van de dienst dekt of van de personen voor wie hij verantwoordelijk is;

7° de identiteit en de personalia van de geneesheer die gemachtigd is om geneesmiddelen voor te schrijven en om toe te zien op de verstrekte zorgen, waarbij de gehandicapte persoon of, in voorkomend geval, zijn wettelijke vertegenwoordiger de geneesheer zelf mag kiezen;

8° de openingsdagen en -tijden van de dienst;

9° de modaliteiten voor de bescherming van de gehandicapte persoon wat betreft zijn in bewaring gegeven goederen, borgen en waarden toevertrouwd aan de beheerder, alsmede de modaliteiten voor hun eventueel beheer;

10° de modaliteiten betreffende de toegang tot de plaats van tenlasteneming voor familieleden, vrienden, geestelijken en leke consulenten van wie de aanwezigheid wordt gevraagd door de gehandicapte persoon of diens wettelijke vertegenwoordiger;

11° dat de beheerder ervoor zorgt dat het privé-leven en de ideologische, filosofische of religieuze opvattingen van de gehandicapte persoon geëerbiedigd worden, alsook de goede zeden en de welvoeglijkheid;

12° dat de gehandicapte persoon of zijn wettelijke vertegenwoordiger de nodige informatie krijgt over elke vraag betreffende zijn tenlasteneming en behandeling.

§ 2. De overeenkomst mag niet worden gesloten na de effectieve tenlasteneming van de gehandicapte persoon.

In dringende gevallen mag de overeenkomst in afwijking van het vorige lid gesloten worden binnen vijf werkdagen na de datum van de effectieve tenlasteneming.

§ 3. Een afschrift van elke overeenkomst wordt zo spoedig mogelijk aan het Agentschap overgemaakt.

Het Agentschap wordt tevens zo spoedig mogelijk schriftelijk in kennis gesteld van elke overeenkomstopzegging.

#### *Afdeling 2. — Verplichtingen betreffende de lokalen en installaties*

**Art. 9.** § 1. De plaats van tenlasteneming is toegankelijk naar gelang van de handicap en moet voldoen aan de volgende minimumnormen :

1° de lokalen worden regelmatig onderhouden en vocht of insijpelingen worden bestreden;

2° er wordt voorzien in voorzorgsmaatregelen om brand te voorkomen en te bestrijden;

3° de voor de gehandicapte personen toegankelijke lokalen zijn voldoende geventileerd;

4° de voor de gehandicapte personen toegankelijke lokalen zijn voldoende verlicht;

5° de opening en de sluiting van de vensters alsmede de toegang tot de terrassen zijn volkomen veilig;

6° het meubilair van de lokalen is functioneel, in goede staat en aangepast aan de handicap;

7° in de lokalen wordt voorzien in de nodige hygiënische en profylactische maatregelen; het water is drinkbaar en wordt regelmatig gecontroleerd;

8° in de lokalen heerst een temperatuur van minimum 20 °C;

9° de keuken is uitgerust met de nodige apparatuur;

10° de gehandicapte personen beschikken over de nodige hoeveelheid aparte en geschikte sanitaire installaties; er is minstens één toilet voor tien gehandicapte personen;

11° bij de toiletten en de eetkamer bevinden zich wastafels;

12° de maaltijden worden bereid en verstrekt met inachtneming van de strengste hygiënenormen.

§ 2. Naast de inachtneming van de minimumnormen bedoeld in § 1 moet de plaats waar de gehandicapte persoon 's nachts wordt opgevangen, aan de volgende minimumnormen voldoen :

1° de inrichting van de kamers laat een vlot toezicht toe waarbij het privé-leven geëerbiedigd wordt; daartoe bevindt de kamer van de opvoeder zich in de nabijheid van de kamers van de gehandicapte personen;

2° de lokalen beschikken over een bad of een douche met antislipsysteem voor twaalf gehandicapte personen;

3° de ruimte waarover de gehandicapte personen in de kamers beschikken, mag niet kleiner zijn dan :

a) 8 m<sup>2</sup> per gehandicapte persoon in individuele kamers;

b) wat de gemeenschappelijke kamers betreft, 3 m<sup>2</sup> per gehandicapte persoon onder drie jaar, 5 m<sup>2</sup> per gehandicapte persoon tussen 3 en 5 jaar en 6 m<sup>2</sup> per gehandicapte persoon boven die leeftijd;

4° er is nachtverlichting;

5° in de gemeenschappelijke kamers zijn de bedden 80 cm van elkaar verwijderd, zowel in de lengte als in de breedte.

§ 3. Naast de naleving van de minimumnormen bedoeld in de §§ 1 en 2, mag de opvangdienst waarvan het doel strookt met de doelstelling omschreven in artikel 2, 5°, laatste lid, niet meer dan 6 gehandicapte personen per woning ten laste nemen in het kader van een autonoom leven.

**Art. 10.** De installatie van een telebewakingssysteem of van een analoog systeem in een opvangplaats behoeft de toestemming van het beheerscomité van het Agentschap. Ze moet voldoen aan de volgende voorwaarden :

1° het systeem moet het geschiktste middel zijn om de gehandicapte personen de veiligheid en de zorgkwaliteit te garanderen die hun pathologie vereist;

2° beeldopname is verboden, behalve voor therapeutische doeleinden;

3° het gebruik van het systeem vereist de toestemming van de gehandicapte persoon of van diens wettelijke vertegenwoordiger, waarbij een weigering niet kan leiden tot de opzegging van de overeenkomst.

Het beheerscomité van het Agentschap verzoekt om het advies van het bevoegde adviescomité.

### *Afdeling 3. — Begeleidingsnormen en kwalificatie van het personeel*

**Art. 11.** § 1. Er wordt voortdurend voorzien in een effectieve directie.

Als de directeur afwezig is, moet een personeelslid, dat daartoe aangewezen wordt, altijd in staat zijn om in spoedgevallen de nodige maatregelen te nemen en om zowel externe als interne vragen te beantwoorden.

Een personeelslid moet steeds kunnen inspelen op een behoefte van een gehandicapte persoon.

§ 2. Tijdens de openingstijden van de opvangplaats beschikt de directeur voortdurend over het nodige begeleidingspersoneel.

De directeur zorgt voor de gezondheid en de veiligheid van de opgevangen gehandicapte personen en schenkt een bijzondere aandacht aan de moeilijkheden die hun handicap met zich mee kan brengen. Hij zorgt ook voor het onderhoud en de netheid van de lokalen.

**Art. 12.** § 1. De directeur moet voldoen aan minimale kwalificatienormen, met name :

1° voor de opvang van zestien gehandicapte personen of meer moet hij houder zijn van een einddiploma of -getuigschrift met een pedagogische, sociale of paramedische oriëntering van het hoger onderwijs van het korte type met volledig leerplan of van het onderwijs voor sociale promotie;

2° voor de opvang van minder dan zestien gehandicapte personen moet hij houder zijn van een einddiploma of -getuigschrift van het hoger secundair onderwijs, met een pedagogische, sociale of paramedische oriëntering.

§ 2. In afwijking van § 1 kan het beheerscomité van het Agentschap beslissen de hoedanigheid van directeur te verlenen aan de persoon die als dusdanig wordt aangewezen door de beheerder, ongeacht zijn diploma, op voorwaarde dat hij minimum drie jaar beheerservaring heeft opgedaan bij één van de volgende diensten :

1° een dienst bedoeld in artikel 24, tweede lid, van het decreet;

2° een dienst die onderworpen is aan het stelsel inzake machtiging tot tenlasteneming van gehandicapte personen;

3° een erkende dienst die de opvang of de huisvesting van kinderen of bejaarden tot doel heeft;

4° een verpleeginrichting.

**Art. 13.** § 1. Met uitzondering van het personeel aangesteld om administratieve of onderhoudsopdrachten te vervullen, beschikt het begeleidingspersoneel over minstens één van de volgende titels :

1° een einddiploma of -getuigschrift van het hoger secundair onderwijs;

2° een studiegetuigschrift of kwalificatiegetuigschrift van kinderverzorg(st)er;

3° studiegetuigschrift of kwalificatiegetuigschrift van gezins- en sanitaire help(st)er of polyvalente help(st)er;

4° diploma ziekenverpleg(st)er.

§ 2. In afwijking van § 1 kan het beheerscomité van het Agentschap beslissen de hoedanigheid van begeleidingspersoneelslid te verlenen aan de persoon die als dusdanig aangewezen wordt door de beheerder, ongeacht zijn diploma, op voorwaarde dat hij minimum drie jaar nuttige begeleidings- of verzorgingservaring heeft opgedaan bij één van de volgende diensten :

1° een dienst bedoeld in artikel 24, tweede lid, van het decreet;

2° een dienst die onderworpen is aan het stelsel inzake machtiging tot tenlasteneming van gehandicapte personen;

3° een erkende dienst die de opvang of de huisvesting van kinderen of bejaarden tot doel heeft;

4° een verpleeginrichting.

**Art. 14.** § 1. De dienstverstrekkings van de directeur worden vastgelegd als volgt :

1° hij werkt minstens kwarttijds bij opvang van minder dan zestien gehandicapte personen;

2° hij heeft minstens een halve baan per volle tranche van 15 gehandicapte persoon als zestien personen of meer ten laste worden genomen.



§ 2. In de instellingen die of overdag of 's nachts gehandicapte personen opvangen, worden de dienstverstrekingen van het begeleidingspersoneel vastgelegd als volgt :

1° voor de opvang van minder dan zestien gehandicapte personen wordt minstens kwarttjds gepresteerd voor de eerste ten laste genomen gehandicapte persoon en minstens kwarttjds per volle tranche van drie gehandicapte personen;

2° voor de opvang van zestien gehandicapte personen of meer werkt minstens één persoonslid voltijds per volle tranche van zeven ten laste genomen gehandicapte persoon.

§ 3. In de instellingen die zowel overdag als 's nachts gehandicapte personen opvangen, worden de dienstverstrekingen van het begeleidingspersoneel vastgelegd als volgt :

1° voor de opvang van minder dan zestien gehandicapte personen werkt één personeelslid minstens kwarttjds per ten laste genomen gehandicapte persoon;

2° voor de opvang van zestien gehandicapte personen of meer, werkt minstens één persoonslid voltijds per volle tranche van vier ten laste genomen gehandicapte persoon.

§ 4. Een voltijdse baan mag door verschillende deeltijdse personeelsleden bekleed worden op voorwaarde dat ieder van hen beschikt over de vereiste titel of, in voorkomend geval, het bewijs levert van de nuttige ervaring vereist krachtens de bepalingen van artikel 13, § 2, en dat het totaal van hun dienstverstrekingen minstens gelijk is aan het totaal van de dienstverstrekingen van een voltijds personeel.

§ 5. De §§ 2 tot 4 zijn niet van toepassing in de gevallen bedoeld in artikel 2, 5°, vierde lid.

§ 6. De bijgewerkte lijst van de personeelsleden kan ingezien worden door het Agentschap.

#### HOOFDSTUK IV. — *Vernieuwing van de machtiging tot tenlasteneming*

**Art. 15.** § 1. De beheerder richt de aanvraag om vernieuwing van de machtiging tot tenlasteneming bij ter post aangetekend schrijven aan het Agentschap uiterlijk zes maanden vóór het verstrijken van de machtiging.

Die termijn wordt teruggebracht tot twee maanden als de machtiging verleend wordt voor zeven maanden of minder.

§ 2. De aanvraag gaat vergezeld van de documenten en gegevens bedoeld in artikel 3, § 2. Ze valt onder de toepassing van artikel 4.

**Art. 16.** De beslissing van het Agentschap wordt genomen overeenkomstig de artikelen 5 en 6.

**Art. 17.** Als de aanvraag binnen de in artikel 15 bedoelde termijn wordt ingediend, kan de opvangdienst blijven werken tot het Agentschap een beslissing neemt.

#### HOOFDSTUK V. — *Overdracht van de machtiging tot tenlasteneming*

**Art. 18.** De machtiging tot tenlasteneming kan overgedragen worden voor zover de voorwaarden voor haar toekenning vervuld zijn.

**Art. 19.** Voor elke overdracht van de machtiging tot tenlasteneming wordt de voorafgaande toestemming van het Agentschap vereist.

#### HOOFDSTUK VI. — *Controle van het Agentschap, schorsing en intrekking van de machtiging tot tenlasteneming*

**Art. 20.** Het beheerscomité van het Agentschap ziet toe op de inachtneming van de wetgeving, de regelgeving en het algemeen belang bij de uitoefening van de controle op de diensten bedoeld in dit besluit.

**Art. 21.** § 1. Na verhoor van de beheerder kan het beheerscomité van het Agentschap beslissen de machtiging tot tenlasteneming te schorsen, geheel of gedeeltelijk in te trekken en, in voorkomend geval, de opvangplaats te sluiten in geval van overtreding van de verplichtingen bedoeld in de artikelen 3, 7 tot 14, 17, 18, 19 en 21, § 3.

§ 2. De in § 1 bedoelde beslissing wordt bij aangetekend schrijven aan de beheerder betekend. Ze is uitvoerbaar zodra ze betekend wordt.

§ 3. De schorsing van de machtiging tot tenlasteneming heeft als gevolg dat geen nieuwe gehandicapte personen mogen worden opgevangen.

**Art. 22.** Het Agentschap is belast met de uitvoering van de beslissingen waarbij de machtiging tot tenlasteneming wordt geweigerd, geschorst en geheel of gedeeltelijk ingetrokken.

Het stelt de bevoegde burgemeester in kennis van zijn beslissingen tot weigering, schorsing en gehele of gedeeltelijke intrekking van de machtiging en tot sluiting van de opvangplaats. De burgemeester is belast met de uitvoering van de beslissing tot sluiting van de opvangplaats.

Het Agentschap kan de plaats ontruimen en de samenwerking van elke dienst eisen voor de dringende opvang van de gehandicapte personen.

#### HOOFDSTUK VII. — *Beroepen*

**Art. 23.** § 1. De beheerder kan bij de Minister beroep instellen tegen de beslissingen bedoeld in de artikelen 5, 16 en 21, § 1.

Het beroep wordt binnen dertig dagen na kennisgeving van de beslissing bij ter post aangetekend schrijven verstuurd.

Een afschrift van het beroep wordt onmiddellijk aan het Agentschap overgemaakt door de Minister.

§ 2. De verzoeker of zijn raadsman wordt gehoord door de Minister of zijn afgevaardigde. Het Agentschap kan ook op eigen verzoek gehoord worden.

§ 3. Het beroep is niet schorsend.

**Art. 24.** De Minister stuurt zijn beslissing bij ter post aangetekend schrijven aan de verzoeker binnen drie maanden na ontvangst van het beroep.

#### HOOFDSTUK VIII. — *Klachten*

**Art. 25.** Iedereen mag een klacht indienen als een bepaling van dit besluit niet wordt nageleefd.

De klacht wordt gericht aan het Agentschap, dat ontvangst bevestigt binnen tien dagen.

Het Agentschap brengt de beheerder onmiddellijk op de hoogte daarvan.

**Art. 26.** Het Agentschap onderzoekt de in artikel 25 bedoelde klacht binnen hoogstens zes maanden na ontvangst ervan; het voert ter plaatse een inspectiebezoek uit. Het Agentschap stelt de aanklager en de beheerder in kennis van het aan de klacht voorbehouden gevolg.

#### HOOFDSTUK IX. — *Overgangs-, opheffings- en slotbepalingen*

**Art. 27.** De machtigingen tot tenlasteneming die verleend zijn overeenkomstig het besluit van de Waalse Regering van 4 juli 1996 tot uitvoering van het decreet van 6 april 1995 betreffende de integratie van gehandicapte personen blijven onder de in dat besluit bepaalde voorwaarden van toepassing tot hun vervaldatum.

**Art. 28.** Hoofdstuk VIII en artikel 70 van het besluit worden opgeheven.

**Art. 29.** Dit besluit treedt in werking binnen tien dagen na zijn bekendmaking in het *Belgisch Staatsblad*.

**Art. 30.** De Minister van Sociale Aangelegenheden is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 23 mei 2001.

De Minister-President,  
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

De Minister van Sociale Aangelegenheden en Gezondheid,  
Th. DETIENNE



F. 2001 — 1748 (2001 — 1289)

[C — 2001/27374]

#### 3 JUNI 1999. — Arrêté du Gouvernement wallon relatif aux organismes touristiques. — Errata

Dans l'arrêté susmentionné, publié au *Moniteur belge* du 16 mai 2001, à la page 16033, il y a lieu d'effectuer les corrections suivantes :

— le deuxième alinéa doit se lire comme suit : « Vu le décret du 6 mai 1999 relatif aux organismes touristiques; »;

— à l'article 10, deuxième alinéa, il y a lieu de lire « La lettre... » au lieu de « Le lettre... »;

— au même article 10, il y a lieu d'ajouter le troisième alinéa suivant : « Les articles 7 et 8 du présent arrêté sont applicables à la demande de dérogation »;

— à l'article 13, 3°, les mots « chaque jour d'ouverture de la Maison du Tourisme » sont à remplacer par les mots « par rapport au minimum prévu par l'article 5 du présent arrêté »;

— à l'article 15, l'alinéa publié est à numéroter « 1 » et les mots « délai de trois ans » qui s'y trouvent sont à remplacer par « délai de deux ans »;

— au même article 15, il y a lieu d'ajouter un second alinéa, à savoir : « 2) les conditions d'activités préalables respectivement de deux et trois années à remplir pour bénéficier des subventions octroyées sur base des arrêtés royaux des 14 février 1967 et 24 décembre 1969 relatifs au développement de l'équipement touristique, et de l'arrêté du Gouvernement wallon du 14 décembre 1995 fixant les conditions d'octroi de subventions pour l'achat de mobilier et de matériel en vue de favoriser les activités touristiques, sont abrogées. »

#### VERTALING

N. 2001 — 1748 (2001 — 1289)

[C — 2001/27374]

#### 3 JUNI 1999. — Besluit van de Waalse Regering betreffende de toeristische instellingen. — Errata

In bovenvermeld besluit bekendgemaakt in het *Belgisch Staatsblad* van 16 mei 2001, op bladzijde 16033, dienen volgende correcties te worden aangebracht :

— het tweede lid moet als volgt worden gelezen : « Gelet op het decreet van 6 mei 1999 betreffende de toeristische instellingen; »;

— in artikel 10, tweede lid, dient in de Franse versie een correctie te worden aangebracht « La lettre... » i.p.v. « Le lettre... »;

— in hetzelfde artikel 10 moet het volgende derde lid worden toegevoegd : « De artikelen 7 en 8 van dit besluit zijn van toepassing op de afwijkingsaanvraag »;

— in artikel 13, 3°, moeten de woorden « elke openingsdag van het Huis van Toerisme » vervangen worden door de woorden « met betrekking tot het minimum voorzien bij artikel 5 van dit besluit »;

— in artikel 15 moet het lid worden genummerd : « 1 » en moeten de woorden « termijn van drie jaar » op die plaats vervangen worden door de woorden « termijn van twee jaar »;

— in hetzelfde artikel 15 moet een tweede lid worden gevoegd, namelijk : « 2) de voorafgaandelijke activiteitsvoorwaarden van respectievelijk twee en drie jaar die vervuld moeten worden om in aanmerking te komen voor de toelagen die verleend worden op grond van de koninklijke besluiten van 14 februari 1967 en 24 december 1969 betreffende de ontwikkeling van de toeristische uitrusting en van het besluit van de Waalse Regering van 14 december 1995 waarbij de voorwaarden worden vastgesteld voor het verlenen van toelagen voor de aankoop van meubilair en materieel met het oog op het bevorderen van toeristische activiteiten worden opgeheven. »